



MAIRIE
LES ARCS
SUR ARGENS

Envoyé en préfecture le 20/09/2024

Reçu en préfecture le 20/09/2024

Publié le 20/09/2024

ID : 083-218300044-20240916-DEH3015H1-DE



Règlement des jardins partagés

Préambule

La ville des Arcs sur Argens a créé des jardins partagés sur des parcelles communales situées au quartier du Baou et classé au PLU en zone A (agricole). Le site est découpé en lots destinés à être attribués à des habitants de la commune pouvant justifier de l'absence d'un jardin cultivable à leur domicile et qui s'engagent à observer le présent règlement.

Un comité de pilotage composé d'élus de la ville est chargé de faire appliquer ce règlement.

I - Attribution des lots

L'attribution des lots est décidée par le comité de pilotage. Les lots sont attribués à tout habitant des Arcs pouvant justifier de l'absence d'un jardin cultivable à leur domicile. La demande est faite par courrier adressé à Madame le Maire. En cas de déménagement hors de la commune ou vers un domicile doté d'un jardin cultivable, les bénéficiaires seront dans l'obligation d'en informer la ville et le comité de pilotage sous un mois. Le lot occupé sera alors attribué à un autre bénéficiaire sur liste d'attente.

Chaque lot est numéroté et le présent règlement intérieur est signé par le bénéficiaire, qui en reçoit une copie. La prise en charge des lots est effective à la signature de la convention d'occupation ainsi que du présent règlement par chacun des jardiniers, avec remise d'une copie d'une attestation d'assurance de responsabilité civile contre tout accident ou sinistre susceptible d'intervenir vis-à-vis des tiers et imputables soit aux jardiniers eux-mêmes, soit aux membres de famille fréquentant les jardins partagés, ainsi que d'un justificatif de domicile de moins de trois mois.

Un constat contradictoire est établi lors de la prise de possession du lot et une clé du portillon est remise au bénéficiaire.

II - Conditions financières

En contrepartie de la jouissance de chacun des lots attribués aux conditions prévues dans l'article I, le preneur devra s'acquitter d'une participation financière de 20€ pour l'année.

III - Durée

L'occupation du lot attribué est accordée pour une durée de 1 an renouvelable par tacite reconduction sur une durée ne pouvant excéder 3 ans, puis à l'issue pourra être renouvelable sur demande, par courrier adressé à Madame le Maire.

Cette attribution sera caduque en cas de déménagement du bénéficiaire hors de la commune ou vers un domicile doté d'un jardin cultivable.

V – Conditions générales d'utilisation

5.1 - Exploitation du lot

Les jardins partagés sont ouverts tous les jours de 7h à la tombée de la nuit. L'utilisation d'outillage motorisé est interdite. La jouissance de chaque lot est strictement personnelle. Le bénéficiaire ne peut la rétrocéder à qui que ce soit. Cette jouissance demeure subordonnée à l'observation intégrale du présent règlement. Chaque lot doit être cultivé avec soin par le bénéficiaire lui-même ou un membre de sa famille.

L'organisation de moments conviviaux sera possible sur demande auprès du service RSO de la mairie.

S'il s'avérait qu'un mauvais entretien perdure au-delà d'une période de 3 mois, le comité de pilotage serait alors en droit d'examiner les raisons de cette défaillance avant de proposer des mesures d'exclusion et de remplacement.

Les récoltes issues de cette activité de jardinage ont vocation à servir aux besoins de l'utilisateur ou de sa famille, et ne peuvent être vendues.

La ville ne pourra être rendue responsable des dégâts de quelque nature qu'ils soient, qui seraient commis par l'un ou l'autre des bénéficiaires des lots, ni des accidents/blessures qui surviendraient soit à eux, soit à des tiers. La Commune décline également toute responsabilité quant à la détérioration, la perte ou le vol des biens personnels des bénéficiaires.

Dans leur propre intérêt, il est fortement conseillé aux jardiniers de s'assurer qu'ils soient à jour dans leur vaccination contre le tétanos.

5.2 - Entretien des parties communes

L'entretien des parties communes est assuré conjointement par la communauté des jardiniers.

5.3 - Entretien biologique

Les jardins partagés s'inscrivent dans la démarche de développement durable engagée par la ville et constituent à ce titre une action du label Lucie 26000. Cela repose sur les principes de précaution, de prévention, d'économie et de bonne gestion ainsi que de responsabilité, de participation, d'équité et de solidarité. En conséquence, il est rendu obligatoire au bénéficiaire de jardiner « bio », les engrais chimiques sont strictement interdits. Les déchets verts seront récupérés dans des composteurs de jardin mis à disposition sur site.

5.4 - Cabanons et constructions

Aucune construction autre que les cabanons déjà en place sur le terrain n'est autorisée. Toute modification, de taille, de matériaux utilisés ou de couleur, est interdite. La ville se réserve le droit de poursuivre les jardiniers contrevenants en vue de la remise en l'état d'origine. De même, il est formellement interdit de déplacer les limites pour quelque motif que ce soit. Le comité pourra être saisi le cas échéant d'une telle demande.

5.6 - Matériel

Un stock de matériel de base pourra être mis gracieusement à disposition des jardiniers dans le cadre de partenariats entre un organisme tiers et la commune. Ces outils ne devront en aucun cas être sortis de l'enceinte du terrain. Ils devront être remisés chaque soir avant la fermeture des jardins, dans le cabanon prévu à cet effet, la porte duquel devra être soigneusement verrouillée. Les bénéficiaires des lots sont responsables du bon entretien de ce matériel.

5.7 - Arrosage

L'arrosage s'effectue par système d'irrigation grâce au canal dit « des moulins », selon des horaires quotidiens définis (voir annexe) ; il peut également se faire à l'aide d'arrosoirs lorsque la citerne et/ou le récupérateur d'eau contiennent de l'eau.

En périodes de sécheresse, les restrictions d'arrosage définies par arrêté préfectoral seront à respecter scrupuleusement. Le système d'oyas est préconisé pour améliorer l'hygrométrie du sol arrosé.

5.8 - Plantations

La plantation des arbres est interdite sur les lots. Seuls les arbustes fruitiers de petite ou moyenne taille sont autorisés sous forme d'espaliers, de haies fruitières ou en isolé.

5.9 - Police des jardins

L'entrée est fermée par un portillon. Toute occupation du jardin en dehors des heures prévues est interdite, notamment de nuit.

Il ne pourra rien être fait qui soit de nature à porter atteinte à la bonne renommée des bénéficiaires des lots. Les jardiniers se prêteront assistance pour le maintien du bon ordre et pour l'exécution des travaux d'intérêt général. Tous devront respecter, avec la plus grande délicatesse, les lots des voisins.

5.10 - Animaux

L'élevage ou l'installation permanente d'animaux sont expressément interdits (poules, lapins, chèvres, tous animaux de basse-cour, tous animaux de compagnie ...).

VI - Règlement des différends

En cas de difficultés entre jardiniers, le comité de pilotage pourra être saisi pour arbitrage. Le comité aura le droit de visiter les jardins, chaque fois qu'il le jugera utile. Le comité veillera à la bonne application du règlement intérieur et décidera, si besoin, de retirer le lot à un bénéficiaire dans l'intérêt commun, pour les raisons définies dans le paragraphe suivant.

La commune ne donnera aucune compensation au bénéficiaire en cas d'obligation d'intervention sur le terrain, quelle qu'en soit la raison.

VII- Fin de l'attribution

7.1 - Départ à l'initiative du bénéficiaire

Tout bénéficiaire peut mettre fin à l'occupation du lot sous réserve de respecter un délai de préavis d'un mois.

7.2 - Exclusions

7.2.1 - Clauses d'exclusion

L'exclusion est prononcée par la ville aux motifs énumérés ci-après :

- Non-respect du règlement intérieur ;
- Mauvais comportement avec altercation portant préjudice à un climat de bon voisinage ;
- Dégradation des lieux et/ou du matériel ;
- Déménagement hors du territoire communal ou vers un domicile doté d'un jardin cultivable ;
- Insuffisance de culture ou d'entretien ;
- Non-respect des prescriptions concernant l'entretien biologique ;
- Non-respect des restrictions d'arrosage lorsqu'elles sont en vigueur ;
- Non-respect de l'interdiction de brûler sur place les herbes fauchées et tout autre produit ;
- Exploitation commerciale du lot attribué ;
- Non-respect du présent règlement.

7.2.2 - Procédure

Avant toute décision d'exclusion, le jardinier concerné sera convoqué par lettre recommandée avec AR par la ville et sera invité à fournir des explications. A la suite de cet entretien, une décision définitive sera notifiée au jardinier par lettre recommandée avec AR. Dans le cas d'une reprise du lot pour manquement grave au règlement, elle s'appliquera de plein droit huit jours après la notification d'exclusion. Pendant ce délai de huit jours, le terrain devra être remis en état à l'exception des arbustes plantés qui pourront rester en place.

VIII- Confidentialité

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à des fins statistiques. Les destinataires des données sont les agents de la commune des Arcs sur Argens en charge de l'exploitation de ces données. Aucune information ne sera communiquée à des tiers ni utilisée à des fins personnelles. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en adressant votre demande en mairie, Place Général de Gaulle, 83460 Les Arcs sur Argens.

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur notre site web : <https://www.mairie-les-arcs-sur-argens.fr/mentions-legales>.

Fait le _____ à _____

Signature du bénéficiaire (lu et approuvé)